Le Conseil,

Vu le rapport du 1 février 2000, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

L'Agence locative sociale du Rhône (ALSR) a été créée il y a deux ans à titre expérimental. Son objectif est d'assurer une médiation entre les associations et services d'aide au logement, d'une part, et les régies administrateurs de bien, d'autre part, afin de faciliter l'accès de ménages modestes au logement locatif privé.

Le principe d'intervention est précisé dans le cadre d'un protocole d'accord signé entre la Confédération des administrateurs de biens de Lyon (CNAB) et l'Association collective pour l'accès au logement (ACAL). Il repose sur la captation de logements dont le loyer et les charges sont inférieurs aux prix du marché et qui pourraient répondre, en terme de qualité, localisation, typologie, etc. à une demande de ménages modestes en difficulté d'accès au logement.

Les objectifs ont été précisés, pour la deuxième année, comme suit :

- l'accueil, l'évaluation, l'aide à la décision, la réorientation éventuelle de 200 ménages demandeurs,
- la conclusion et la signature de 70 baux (objectif atteint),
- le développement de la participation des régies et des organismes qui pourraient présenter des demandeurs.

Sur ces trois points, l'ALSR a quasiment atteint ses objectifs : 203 demandes enregistrées, 65 ménages relogés, des signatures de baux auprès de 23 régies, 48 services d'action sociale en relation avec l'Agence et susceptibles de présenter des demandeurs de logement.

La redéfinition des objectifs et de la méthode d'intervention, le remplacement de la chargée de mission, l'assistance d'une personne en contrat emploi solidarité (CES) mise à disposition de l'Agence par l'ACAL ainsi que le déménagement dans un lieu plus propice ont permis d'améliorer les résultats de l'Agence de manière significative puisque sur les 85 baux signés en deux ans, 65 l'ont été au cours de la deuxième année.

Il apparaît que les ménages relogés sont de condition très modeste puisque 77 % ont un quotient familial inférieur à 2 500 F par mois et que près de la moitié est bénéficiaire de minima sociaux. Les trois quarts des ménages sont des personnes isolées. Les relogements s'effectuent majoritairement dans des petits logements T1 ou T1 bis, localisés pour les deux tiers dans le 3^e arrondissement de Lyon et à Villeurbanne.

Ainsi, il se confirme que les logements plus grands offrent un rapport qualité-prix très inférieur à celui du parc social et que les ménages modestes, mais qui ne sont pas en difficulté, ne sont pas conduits à utiliser ce type de service.

De ce fait, cette expérience partenariale pourrait être poursuivie pour une troisième année expérimentale avec les objectifs suivants :

- la signature de 100 baux,
- une contractualisation plus importante des relations entre l'Agence et les bailleurs,
- la poursuite du travail avec les organismes sociaux,
- un renforcement de la fonction d'accueil direct des ménages.

La poursuite de l'action sera examinée à l'expiration de cette nouvelle période expérimentale. L'intervention sur les trois années pourra alors faire l'objet d'une évaluation par un organisme externe.

Le budget prévisionnel nécessaire pour une période d'activité de 11 mois, de février à décembre 2000, est de 430 000 F TTC. L'augmentation importante par rapport au budget 1999, qui était de 288 000 F TTC, est due à l'embauche de l'assistante en contrat emploi consolidé (CEC). Le financement de l'Agence serait pris en charge par le Fonds de solidarité logement (FSL), la ville de Lyon et la Communauté urbaine à hauteur de 113 333 F chacun. La délégation régionale du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA) participerait à hauteur de 60 000 F pour le financement du poste en CEC.

Les objectifs fixés ainsi que les engagements financiers de chaque partenaire seraient consignés dans une convention ;

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu ladite convention ;

Oùï l'avis de sa commission urbanisme, habitat et développement social ;

DELIBERE

1° - Autorise monsieur le président à signer la convention avec messieurs le préfet du Rhône et le président du Conseil général au titre du fonds de solidarité logement, messieurs le maire de Lyon et le président de l'Association collective pour l'accès au logement.

2° - La dépense correspondante sera prélevée sur les crédits inscrits au budget primitif de la Communauté urbaine - exercice 2000 - compte 622 800 - fonction 824.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,